



BARBARA BUI

RAPPORT SEMESTRIEL 2020

BARBARA BUI

SOMMAIRE

Introduction	Commentaires des données chiffrées du semestre	3
Partie 1	Comptes consolidés résumés	4
Partie 2	Principes comptables	8
Partie 3	Notes annexes	14
Partie 4	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière Semestrielle (Période du 1er janvier au 30 juin 2020)	22
Partie 5	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel	25

COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DU 1er SEMESTRE 2020

FORTE INCIDENCE DU CONFINEMENT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe Barbara Bui a réalisé au cours du 1er semestre 2020 un chiffre d'affaires consolidé de 3,2 M€ contre un 5,7 M€ au 30 juin 2019. Cette baisse est due au confinement décrété le 16 mars 2020 suite à la crise sanitaire lié au Covid-19.

L'activité Retail (Boutiques) affiche une baisse de 62% conséquente de la fermeture des boutiques durant le confinement, entre le 16 mars et le 12 mai 2020.

L'incidence de la COVID-19 se fait également ressentir sur l'activité Wholesale (Diffusion). En effet, nos distributeurs, ayant également fermé durant la période de confinement, ont décalé la livraison d'une partie de la collection Eté 2020, impactant le chiffre d'affaires de la période. Ainsi, celui-ci subit une diminution de 24,7% passant 2,7M€ à 2,1M€ au semestre dernier.

UNE MARGE BRUTE FORTEMENT IMPACTEE PAR LA BAISSE DE CHIFFRE D'AFFAIRES

A fin juin 2020, la diminution du chiffre d'affaires conduit à une réduction mécanique du taux de marge brute qui s'élève à 53,1% contre 64,3% l'an passé à la même période.

UN RÉSULTAT FORTEMENT IMPACTE PAR LA CRISE SANITAIRE

Le total des frais de commercialisation et des charges administratives représentent 4M€ contre 5,1M€ soit une diminution de 21,5%. Cette baisse s'explique par l'incidence de la fermeture de la boutique située rue du faubourg Saint-Honoré, ainsi que le ralentissement mécanique lié au confinement.

Le résultat opérationnel courant s'établit à une perte de 2,4M€ contre 1,4M€ l'an passé.

Le résultat opérationnel s'élève, en conséquence, à -2,6 M€ au 1^{er} semestre 2020.

Le résultat net part du groupe, s'établit à -2,6M€ contre -2,2M€ l'an dernier.

UN PGE POUR SOUTENIR L'ACTIVITE

Le Groupe a obtenu un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 2,250 M€ en avril 2020.

Au 30 juin 2020, le Groupe Barbara Bui dispose de fonds propres conséquents à hauteur de 3,19 M€, et une trésorerie nette des concours bancaires de 2,2 M€.

L'augmentation des Passifs courants et non courants est, par ailleurs, due à l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (en contrepartie des Actifs immobilisés).

PERSPECTIVES ET STRATÉGIE

Début mars 2020, Barbara Bui a pris à bail un nouveau point de vente situé au 2 Carrefour de la Croix-Rouge, dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés. Cette boutique ouvrira fin septembre 2020, et participera à la relance prévue du Groupe en 2021.

Consciente de la situation exceptionnelle à laquelle il doit faire face, le Groupe a pris des décisions en conséquence, dont notamment, déménager ses locaux administratifs, studio de création, et atelier sur le site de Vitry-sur-Seine, où l'entrepôt vient d'être installé. Ce déménagement, prévu d'ici la fin 2020, a pour objectif de réduire drastiquement les charges de structure du groupe, et de regrouper toutes les activités.

1. COMPTES CONSOLIDÉS RESUMÉS

1.1 Bilan consolidé au 30 juin 2020

Actif en milliers d'euros	Notes	30 juin	31 décembre
		2020	2019
Contrats de Location	1	4 068	2 897
Immobilisations incorporelles	1	51	86
Immobilisations corporelles	1	321	79
Immobilisation en cours	1	433	27
Immobilisations financières	1	1 031	889
Impôts différés	2	139	169
Autres actifs non courants			
Actifs non courants		6 043	4 147
Stocks	3	2 243	2 560
Clients et comptes rattachés	4	771	1 547
Créances d'impôts courants	9	415	418
Autres créances	5	2 288	1 125
Autres actifs courants	5		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 209	3 388
Actifs courants		7 926	9 038
Total de l'actif		13 969	13 185

Passif en milliers d'euros	Notes	30 juin	31 décembre
		2020	2019
Capital		1 079	1 079
Primes		4 648	4 648
Réserves consolidées		866	1 737
Ecarts de conversion		-776	-757
Résultat		-2 630	-860
Capitaux propres part du groupe	10	3 187	5 847
Intérêts minoritaires			
Capitaux propres		3 187	5 847
Provisions pour pensions et retraites	6	121	115
Provisions pour risques et charges	6		
Dettes financières	7	2 250	
Passifs d'impôts différés	2		
Passifs sur Contrats de Location		2 355	1 485
Passifs non courants		4 726	1 600
Dettes financières (part à -1 an)	7	62	55
Provisions pour risques et charges (part à -1 an)	6	67	67
Fournisseurs et comptes rattachés	8	3 024	2 952
Dettes d'impôts courants	9		250
Autres dettes	8	1 068	965
Passifs sur Contrats de Location		1 835	1 448
Passifs courants		6 056	5 737
Total du passif		13 969	13 185

1.2 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2020

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Produits des activités ordinaires	15	3 189	5 713	11 324
Coût des ventes		-1 496	-2 039	-3 898
Marge brute		1 693	3 674	7 426
Frais de commercialisation		-3 166	-4 151	-7 725
Charges administratives		-824	-995	-1 965
Autres produits et charges opérationnels courants	11	-133	82	-946
Résultat opérationnel courant		-2 430	-1 390	-1 318
Autres produits et charges opérationnels		-122	-895	304
Résultat opérationnel		-2 552	-2 285	-1 014
Résultat financier net	13	-32	20	68
Charges d'impôts	14	-46	36	86
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-2 630	-2 229	-860
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat Net - part du groupe		-2 630	-2 229	-860
Résultat net par action		-3,90	-3,30	-1,27
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650
Résultat dilué par action		-3,90	-3,30	-1,27
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650

1.3 Etat du Résultat Global

Etat du résultat global (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Résultat Net	17	-2 630	-2 229	-860
Variations relatives aux :				
Ecart de conversion		-20	-41	-128
Impôts sur les éléments du résultat global				
Gains et pertes transférables en compte de résultat		-20	-41	-128
Acquisitions / Cessions d'actions Barbara Bui				
Gains et pertes non transférables en compte de résultat				
Résultat global total		-2 650	-2 270	-988

1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2020

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Résultat net des sociétés intégrées		-2 630	-2 166	-860
Amortissements et provisions hors actif circulant		108	68	-427
Variation des impôts différés		27	38	-68
Plus et moins-values de cession				-1 247
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		-2 493	-2 060	-2 603
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
Variation des stocks et en-cours	3	317	-201	-245
Variation des clients et comptes rattachés	4	776	-115	-433
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	8	73	1 111	1 427
Variation des autres créances et dettes		-1 328	143	-5
Variation du besoin en fonds de roulement		-162	938	744
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-2 655	-1 122	-1 859
Acquisitions d'immobilisations	1	-760	-26	-233
Cessions d'immobilisations		10	3	2 319
Incidence des variations de périmètre				
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-750	-24	2 087
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Incidences des acquisitions et cessions de titres Barbara Bui		-10		
Augmentations de capital en numéraire				
Emissions d'emprunts	7	2 267		6
Remboursements d'emprunts	7		-121	-346
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		2 257	-121	-340
Incidence de la variation de cours des devises		-18	-41	-128
Variation de trésorerie		-1 167	-1 308	-240
Trésorerie d'ouverture		3 377	3 617	3 617
Trésorerie de clôture		2 210	2 276	3 377
Dont valeurs mobilières de placement		1	1	
Dont disponibilités		2 208	2 286	3 388
Dont découverts bancaires			-6	-10

1.5 Variation des capitaux propres 30 juin 2020

Variation des Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 Décembre 2018	1 079	4 648	-932	-629	2 669	6 835		6 835
Affectation Résultat 2018	-	-	2 669		-2 669		-	-
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui	-	-					-	
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres				-128		-128		-128
Dividendes distribués								
Résultat consolidé 2019	-	-			-860	-860		-860
Capitaux propres au 31 Décembre 2019	1 079	4 648	1 736	-757	-860	5 847		5 847
Affectation Résultat 2019			-860		860		-10	-10
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			-10					
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres				-20		-20		-20
Dividendes distribués								
Résultat consolidé 1er semestre 2020					-2 630	-2 630		-2 630
Capitaux propres au 30 juin 2020	1 079	4 648	866	-777	-2 630	3 187		3 187

2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Cadre général

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2019 sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 et les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2020. Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 29 septembre 2020.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2019.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, et incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel et des impôts différés.

Ainsi, les comptes du premier semestre 2020 ont été établis sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture, notamment dans la valorisation des actifs tels que les stocks, les créances clients et des passifs et les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations qui ont été établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, mais qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les normes, amendements et interprétations sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts comme indiqués ci-dessous :

- Améliorations annuelles (cycle 2014-2016) uniquement au titre de l'amendement IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
L'amendement IFRS 12 porte sur la clarification des obligations d'information à fournir. Il ne produit pas d'effet sur les comptes consolidés du groupe.

- Amendement IAS7 – Etat des flux de trésorerie;

L'amendement à IAS7 vise à améliorer les informations communiquées au sujet des activités de financement du Groupe. Le Groupe ayant des passifs peu complexes inclus dans ses activités de financement et pas d'actifs financiers, cet amendement n'a pas modifié la présentation de la note 7 de l'annexe.

- Application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » au 1^{er} janvier 2018.

Les principaux impacts pour chacun des volets sont les suivants :

Phase 1 « Classement et Évaluation » des actifs financiers : compte tenu de la structure des actifs financier, il n'y a pas d'impact sur les états financiers du Groupe ;

Phase 2 « Provisions » : la norme IFRS 9 requiert l'application du modèle de dépréciation s'appuyant sur les pertes dites « attendues ». Pour les créances commerciales, le risque attaché au recouvrement des créances commerciales de l'activité retail, est quasi nul.

Pour les activités wholesale, le Groupe a constaté que, sur ses créances non provisionnées au 31/12/2019, 9,8% des comptes clients n'étaient pas soldés au 30/06/2020. Cette situation s'explique par le décalage des échéances clients, accordées par le Groupe Barbara Bui en raison du confinement et de la crise sanitaire.

Phase 3 « Comptabilité de couverture » : le Groupe Barbara Bui ayant une activité opérationnelle d'achat et de vente en dollars, il existe une couverture naturelle du risque de taux. Par conséquent, il n'y a pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

- Application de la norme IFRS 15 « produits des activités ordinaires provenant des contrats avec des clients » au 1^{er} janvier 2018.

Les produits des activités ordinaires sont constitués principalement des ventes de marchandises (ainsi que des services attachés à ces ventes).

Les ventes de marchandises, qu'elles soient au travers d'un réseau de distribution de boutiques (activité retail) ou bien de distributeurs tiers (activité wholesale), sont reconnues lorsque le Groupe a honoré son engagement de prestation ou de cession envers son client, généralement au moment de la livraison. L'activité web est gérée en interne à tous les niveaux (site web, gestion des stocks, préparation des commandes, encaissements), depuis Juillet 2017. Son chiffre

d'affaires n'est aujourd'hui pas suffisamment significatif pour être traité comme une activité individualisée dans l'information sectorielle. Les ventes en ligne sont actuellement incluses dans l'activité retail tant que les volumes ne sont pas significatifs.

Les ventes de marchandises sont valorisées, à la juste valeur de la contrepartie reçue, hors taxes et nettes des éventuels rabais et remises.

Les conditions de retours sont spécifiques à la vente en ligne, et sont possibles contractuellement sur une période de 14 jours à compter de la date de livraison de la commande. Le groupe Barbara Bui a déduit du chiffre d'affaires les retours constatés au cours de cette période contractuelle. La norme IFRS 15 n'a donc pas d'impact dans les comptes au 30 juin 2020.

- Amendement IFRIC 22 « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée – Etat des flux de trésorerie; L'amendement à IFRIC 22 vise à préciser le cours de change à utiliser en cas de règlement anticipé. Le Groupe ayant une couverture naturelle de change, cet amendement ne produit pas d'effets significatifs sur les comptes consolidés du groupe.
- Amendement IFRS 2 « Avantages au personnel et paiements à base d'actions », applicable au 1er janvier 2018, ne produit pas d'effet sur les comptes consolidés du groupe.
- IFRS 16 « Contrats de location » : L'application de la norme IFRS 16 consiste, pour tout contrat de location concerné, à reconnaître dans l'Etat de la situation financière consolidée à la date de début de location
 - Un passif sur contrats de location, correspondant à la valeur actualisée des paiements de loyer fixe futurs relatifs à la durée estimée du contrat de location. Ce passif est présenté séparément pour sa part courante et sa part non-courante.
 - Un Droit d'utilisation sur contrats de location, correspondant à la valeur du Passif sur contrats de location.

En résumé, l'impact dans le compte de résultat de l'application de la norme IFRS 16 se reflète de la manière suivante : dans les Autres produits et charges opérationnels courants, dans le résultat opérationnel courant ; La part variable des loyers et des charges locatives ; La charge d'amortissement linéaire correspondant aux Droits d'utilisation sur contrat de location.

Méthode de transition

Conformément aux dispositions transitoires décrites au paragraphe C5 b) de la norme IFRS 16, Barbara Bui

a choisi d'appliquer la méthode de transition dite « retrospective partielle » consistant à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale dans ses comptes consolidés à la date de première application, à savoir au 1er janvier 2019. Cette méthode de transition n'autorise pas le retraitement des périodes comparatives.

En application de cette méthode de transition, Barbara Bui a comptabilisé au 1er janvier 2019 :

- Des Passifs courants et non-courants sur contrats de location, au titre des contrats de locations antérieurement classés en tant que contrats de location opérationnelle en application de la norme IAS 17. Ces passifs correspondent à la valeur des paiements de loyers fixes restant actualisés au taux d'emprunt applicable à chacun de ces contrats au 1er janvier 2019 ;
- Des Droits d'utilisation sur contrats de location pour les mêmes contrats, pour le montant du passif sur contrat de location correspondant qui étaient précédemment comptabilisés dans l'Etat de la situation financière consolidée dans les Autres actifs et passifs courants.

Mesure de simplification

En vertu des dispositions transitoires de la norme IFRS 16, Barbara Bui a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes pour l'ensemble des contrats de locations concernés :

- Reprise du périmètre des contrats de location tels que définis par la norme IAS 17 ;
- Exclusion des contrats de location à la durée résiduelle inférieure à un an à la date de transition, soit au 1er janvier 2019 ;
- Utilisation des connaissances à postériori pour déterminer la durée des contrats de location.

Incidence de la méthode de transition retenue sur les périodes ultérieures

L'application de la méthode de transition dite « retrospective partielle » suppose, par ses modalités techniques, l'émergence de quelques biais de valorisation par rapport à la méthode retrospective complète et qui auront une incidence sur les périodes ultérieures.

La prise en compte de la date du 1er janvier 2019 comme date de début de tous les contrats de location en vigueur à la date de transition, indépendamment de leur date effective de début, se traduira sur les périodes ultérieures par une maximisation de la charge d'intérêt sur contrats de location en 2019 et qui ira décroissant, pour ces contrats, tout au long de leur cycle de vie résiduelle, ce qui n'aurait pas été le cas si la méthode retrospective complète eût été appliquée.

2.2 Faits caractéristiques

Le groupe Barbara Bui a poursuivi sa politique de relance au travers de ses activités les plus rentables.

De ce fait, elle a pris à bail un nouveau point de vente dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés au 2 Carrefour de la Croix-Rouge en mars 2020.

Le groupe a poursuivi ses investissements dans l'activité numérique tout en portant la plus grande attention à ses dépenses.

Informations relatives à la situation liée à la COVID

Le Groupe a entamé la crise sanitaire avec une trésorerie saine.

Face à la situation et suite au décret du 16 mars 2020. Barbara Bui a fermé ses boutiques parisiennes jusqu'au 12 mai 2020, entraînant une perte de chiffre d'affaires sur près de 2 mois.

Dans ce contexte exceptionnel, le Groupe a mis en œuvre tous les moyens à sa disposition pour préserver son activité ainsi que la santé et sécurité de ses équipes. Des mesures de chômage partiel pour la majorité des équipes et une demande de Prêt Garanti par l'Etat auprès de ses établissements bancaires partenaires ont été mis en place. La société a ainsi obtenu un PGE d'un montant 2,250 M€.

En raison des perturbations liées à la COVID-19 et au confinement, le Groupe Barbara Bui a décidé de suspendre la ligne Homme, en espérant la reprendre à l'horizon de la collection Printemps-Eté 2022.

L'impact financier du à la situation liée à la COVID est difficile à chiffrer car les impacts sont multiples et se poursuivent en raison des mesures qui ont suivi le déconfinement : Perte de Chiffre d'affaires, perte en carnet de commande, retard sur les encaissements, invendus sur la collection Eté 2020. De plus, des remises de loyer ont été octroyées par les bailleurs, elles ont été comptabilisées en réduction des charges d'exploitation (impact en frais de commercialisation ou en charges administratives selon le cas). Une partie de ces effets a été atténuée par le PGE et la prise en charge par l'Etat du chômage partiel.

Face à cette crise sans précédent, le Groupe a décidé de déménager ses locaux administratifs à Vitry-sur-Seine afin de les regrouper avec son activité logistique et d'améliorer sa rentabilité.

2.3 Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

2.4 Principes comptables et méthodes de consolidation

Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés du groupe Barbara Bui, telles indiquées dans le tableau ci-après.

Société	Ville	Pays	% de contrôle (*)	Méthode de conso. (**)
Société mère				
Barbara Bui SA	Paris	France		IG
Filiales				
BBK Holding	New York	Etats-Unis	100 D	IG
BBK Distribution	New York	Etats-Unis	100 I	IG
Kabuki Inc.	New York	Etats-Unis	100 I	IG
BBRD Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG
BBSGP Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG

(*) D = direct - I = indirect (**) Intégration globale

Méthodes de consolidation

La consolidation réalisée selon la méthode de l'intégration globale a été effectuée sur la base des situations intermédiaires arrêtées par chaque société au 30 juin 2020.

Toutes les opérations inter-sociétés ont été éliminées.

2.5 Principes comptables du bilan

Actif immobilisé

Autres immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les logiciels et les droits aux baux.

- Les logiciels acquis sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée comprise entre 3 et 5 ans.
- Les droits aux baux représentent la partie la plus importante des immobilisations incorporelles du Groupe. Sans marché actif, et à durée indéterminée, les droits aux baux restent par conséquent des immobilisations incorporelles non amortissables, mais soumis aux tests de dépréciation de l'unité de trésorerie à laquelle ils sont rattachés.
- Ces tests sont réalisés de manière systématique au deuxième semestre dans le cadre de l'élaboration du plan à trois ans. En conséquence, ils ne seront réalisés, lors de l'arrêté intermédiaire, qu'en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans le patrimoine à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), diminué du cumul des amortissements et, s'il y a lieu, des pertes de valeur. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations corporelles. En effet, la plupart des actifs correspondant principalement aux agencements de magasins sont

destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel et outillage 5 ans ;
- Agencements gros œuvres 10 ans ;
- Bâtiments commerciaux 40 ans ;
- Aménagements 3 à 7 ans ;
- Matériel de transport 4 ans ;
- Mat. et mobilier de bureau 4 ans ;
- Matériel informatique 3 ans.

Lorsque les actifs sont vendus ou cédés, l'écart entre le produit net et la valeur nette comptable des actifs est enregistré respectivement comme un produit ou une charge dans les autres produits et charges opérationnels.

Contrats de location - financement et locations simples (IAS 17)

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location – financement ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisés à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). A la signature du contrat de location – financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dépréciation des actifs (IAS 36)

Comme pour les immobilisations incorporelles (droits aux baux) le Groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Ce test de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les immobilisations incorporelles à durée indéterminée afin de s'assurer que la valeur nette comptable est au moins égale à la valeur recouvrable.

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Lorsque la juste valeur d'une immobilisation corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Stocks et en cours (IAS 2)

Les stocks sont évalués au plus faible soit du coût, soit de la valeur nette de réalisation.

Le coût des achats des matières premières, fournitures et produits finis achetés comprend le prix d'achat et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition.

Le coût des travaux en cours et des produits finis manufacturés comprend les charges de main d'œuvre directe, les fournitures ainsi que les autres coûts directement liés notamment les frais d'approche.

Les frais financiers ne sont pas intégrés dans le coût.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks sont dépréciés à leur valeur nette de réalisation dès lors qu'il existe un indice que cette valeur est inférieure aux coûts.

La dépréciation est reprise dès que les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks, cessent d'exister.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les provisions pour dépréciation sont constituées pour couvrir les risques de non recouvrement total ou partiel de la créance.

Disponibilités (IAS 7 et 39)

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement répondant aux critères suivants (AFG-AFTE 8 mars 2006) :

- placements à court terme ;
- très liquides ;

-
- facilement convertibles en un montant connu de trésorerie ;
 - soumis à un niveau négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières ne répondant pas à ces critères sont reclassées en autres actifs non courants.

Les valeurs mobilières de placement sont réévaluées à leur juste valeur par le compte de résultat financier.

Avantages au personnel (IAS 19)

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du Groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales.

En France, à leur départ en retraite, les salariés du Groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective dont ils relèvent. Les engagements du Groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière. Ces engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan.

Actifs et passifs financiers (IAS 32 et 39)

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies dans les normes IAS 32. La variation de juste valeur des actifs financiers courants est comptabilisée en résultat.

Instruments financiers « classifications, évaluations et amendements » (IFRS 9)

La norme IFRS 9 consiste à aligner le traitement comptable sur les activités de gestion des risques. L'objectif de cette comptabilité de couverture est de représenter, dans les états financiers, l'effet des activités de gestion de risques de l'établissement bancaire qui utilisent des instruments financiers pour gérer des risques et qui pourraient affecter le résultat net.

Actions Barbara Bui auto détenues

Les actions Barbara Bui détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objet de leur détention. Les résultats de cessions sont inscrits directement en capitaux propres pour leur montant net d'impôts.

Provisions pour risques et charges (IAS 37)

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

2.6 Principes comptables du compte de résultat

Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18)

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le transfert aux clients des risques et avantages inhérents à la propriété a eu lieu ou que le service a été rendu.

Coût des ventes

La rubrique cout des ventes intègre l'ensemble des charges relatives à l'élaboration du Prix de Revient des produits vendus (Achats Matières, Achats d'emballage, sous-traitance de production, achats d'emballage, frais d'approche) ainsi que les variations des provisions pour dépréciation des stocks.

Frais de commercialisation

Les frais de commercialisation sont constitués de l'ensemble des charges externes, salaires et charges sociales, dotations aux amortissements et provisions d'exploitation, relatifs à tous les départements qui participent à la distribution, la création, la promotion et la commercialisation des produits.

Charges administratives

Les charges administratives sont constituées des mêmes typologies de charges pour les départements fonctions de support aux services opérationnels à savoir la direction générale, la finance, le juridique, l'informatique etc...

Frais de publicité et de promotion (amendement IAS 38)

Les frais de publicité et de promotion incluent le coût de la réalisation des supports publicitaires, des achats d'espace média, les frais de salon et de présentation des collections, la fabrication des catalogues et de manière générale, le coût de l'ensemble des activités destinées à la promotion des produits du Groupe.

Ces frais sont enregistrés en charge lors de leur réception ou de leur production s'il s'agit de biens, ou lors de leur réalisation s'il s'agit de services.

Autres produits et charges

Les autres produits et charges :

- qui relèvent des activités ordinaires de l'entreprise sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels courants,
- qui ne relèvent pas de l'activité courante sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels.

Résultat financier (IAS 16 et 23)

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêt sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les différences temporaires entre résultats fiscaux et sociaux donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Le taux retenu pour leur évaluation correspond au taux applicable au mode de réalisation le plus probable de la différence temporaire. Les actifs et les passifs d'impôts différés quelle que soit leur échéance sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale. La part des impôts différés actifs, dont la récupération ne semble pas pouvoir intervenir à moyen terme n'est pas comptabilisée à l'actif du bilan. En revanche leurs montants sont indiqués pour information en annexe.

Résultat par action (IAS 33)

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du Groupe divisé par le nombre total d'actions. Le résultat dilué par action est identique au résultat par action. Aucun instrument dilutif n'existe dans le Groupe.

2.7 Autres principes comptables

Conversion des éléments en devises (IAS 21)

Conversion des comptes des sociétés intégrées

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro, les comptes des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euro :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en écarts de conversion.

Autres éléments en devises

Les produits et charges en devises sont convertis au cours moyen mensuel. En fin d'exercice, les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont incluses dans le compte de résultat.

Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Le groupe Barbara Bui compte 2 secteurs opérationnels, l'activité Boutiques d'une part et l'activité Diffusion d'autre part, qui se distinguent par des coefficients de marge, des montants d'investissement, des charges opérationnelles et des risques clients structurellement différents. Ils correspondent aux 2 axes selon lesquels sont organisés le reporting interne et la gestion du Groupe.

L'activité Boutiques bénéficie de taux de marge brute importants liés à un chiffre d'affaires détail, mais nécessite des investissements corporels et incorporels élevés ainsi que de lourdes charges opérationnelles (loyers et frais de personnels).

L'activité Diffusion génère des marges brutes plus faibles mais nécessite des investissements et des charges opérationnelles plus limités.

Les performances de chacun de ces secteurs sont régulièrement analysées par le P.D.G., principal décideur opérationnel, qui peut alors allouer les ressources nécessaires.

Ces secteurs opérationnels restent issus d'un même métier et sont concentrés au sein d'une même entité juridique, ce qui entraîne nécessairement la mise en commun d'éléments d'actif, de passif et de charges. Aussi par référence à la norme, conduisant à éliminer toute clé de répartition arbitraire dans le but de communiquer une information pertinente, les éléments communs qui ne peuvent être affectés figurent :

- en charges non affectées,
- en actifs ou passifs non affectés.

Note 1. Immobilisations

Immobilisations	Ecarts d'acquisition	Contrats de Location	Immobilisations incorporelles			Immobilisations Corporelles	Immobilisations financières	Immobilisations En cours
			Droits aux baux	Logiciels	Total			
Au 31/12/2019								
Valeur brute	50	4 345	27	496	523	3 539	888	27
Amortissements et dépréciations	-50	-1 448		-437	-437	-3 460	1	
Valeur nette		2 897	27	59	86	79	889	27
Variation								
Acquisition		1 983				203	152	406
Cessions et reprises							-10	
- Cession Valeur Brute								
- Reprises - amortissements							-10	
Amortissement		-812		-35	-35	39		
Valeur nette au 30/06/20		4 068	27	24	51	321	1 031	433
Au 30/06/20								
Valeur brute	50	6 328	27	496	523	3 742	1 041	433
Amortissements et dépréciations	-50	-2 260		-472	-472	-3 421	-10	
Valeur nette		4 068	27	24	51	321	1 031	433

En application de la norme IFRS16 à partir du 1^{er} janvier 2019, les contrats de location, étant à l'origine d'un droit d'utilisation sur l'actif loué, sont comptabilisés en Actif. Les durées de location ont été estimées à partir des périodes non résiliables augmentées des périodes optionnelles de renouvellement le cas échéant, selon les estimations du management. Ainsi les durées vont de 3 à 6 ans. Le taux d'actualisation utilisé afin de déterminer le capital initial est de 2,50%.

L'impact de ce retraitement, correspondant à la valeur des loyers futurs, est de 6 328 K€ en Valeur Brute, au 30 juin 2020, de 2 260 K€ en Amortissements cumulés, et de 4 068 K€ en Valeur Nette.

Les droits aux baux inscrits au bilan pour 27 K€ correspondent aux locaux ayant fait l'objet par le passé d'un rachat de pas de porte, à savoir à fin 2016, le bail du centre administratif (32 rue des Francs Bourgeois). Les autres baux, dont le groupe est également propriétaire, ont été négociés sans rachat de pas de porte, à savoir 3 boutiques à Paris, qui se situent Avenue Montaigne et rue des Saint Pères et Place Michel Debré (anciennement Carrefour Croix Rouge).

Note 2. Impôts différés

(en milliers d'euros)	au 31/12/2019	Variations de l'exercice	au 30/06/2020
Barbara Bui SA	169	-35	133
Kabubi Inc.	-	8	8
BBK Holding	-	-	-
BBK Distribution	1	-1	-
BBSCP	-1	-1	-2
BBRD	-	-	-
Total général	169	-29	139
Impôts différés actifs	169	-29	139
Impôts différés passifs	-	-	-

Note 3. Stocks

Stocks	Matières 1ères et fournitures	Produits finis	Total
Au 31/12/2019			
Valeur brute	587	2 851	2 437
Dépréciations	-139	-739	-877
Valeur nette	448	2 112	2 560
Variation			
Variation des stocks	203	-118	85
Variation des dépréciations	-144	-258	-402
Valeur nette au 1er semestre 2020	507	1 736	2 243
Au 30/06/2020			
Valeur brute	790	2 733	3 522
Dépréciations	-283	-997	-1 280
Valeur nette	507	1 736	2 243

Note 4. Clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés	
Au 31/12/2019	
Valeur brute	2 371
Dépréciations	-824
Valeur nette	1 547
Variation	
Variation des comptes clients	-574
Variation des dépréciations	-202
Valeur nette au 1er semestre 2020	771
Au 30/06/2020	
Valeur brute	1 797
Dépréciations	-1 026
Valeur nette	771

Compte tenu des délais de règlement, la valeur comptable reflète de façon fiable la juste valeur des créances comptabilisées à l'actif.

Tous les clients qui n'avaient pas soldé leurs créances correspondant à la saison A/H 2019 ont été provisionnés au 30/06/2020.

Par ailleurs, une analyse au cas par cas des créances clients est réalisée pour évaluer le risque de non recouvrement.

Note 5. Autres créances et actifs courants

Autres créances	Fournisseurs débiteurs	Avances au personnel	Produits à recevoir	Charges constatées d'avance	Débiteurs divers	Total autres créances
Au 31/12/2019						
Valeur brute	47	-	-	526	553	1 126
Dépréciations						
Valeur nette	47	-	-	526	553	1 126
Variation						
Variations	4	34	43	-90	1 171	1 162
Dépréciations						
Valeur nette au 30/06/2020	51	34	43	436	1 724	2 288
Au 30/06/2020						
Valeur brute	51	34	43	436	1 724	2 288
Dépréciations						
Valeur nette	51	34	43	436	1 724	2 288

Le Groupe a consigné 1,3 M€ dans le cadre d'une opération immobilière. Cette somme impacte en partie le poste de débiteurs divers.

Note 6. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges en milliers d'euros	31/12/2019	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice Utilisation	Reprise de l'exercice Non utilisée	30/06/2020	Part à - 1 an	Part à + 1 an
Engagement retraite	116	5	-	-	121		121
Litiges Prud'hommaux	67	-	-	-	67	67	
Litiges commerciaux	-	-	-	-	-		
Provisions pour risques et charges	183	5	-	-	188	67	121
Autres produits et charges opérationnels courants	183	5	-	-	188	67	121
Autres produits et charges							

Provisions pour engagement de retraite

Les droits sont déterminés à la clôture de l'exercice sur la base des conventions collectives en vigueur dans l'entreprise, en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier.

Les principales variables de ce calcul sont les suivantes :

- Age de départ en retraite : 65 ans,
- Table de mortalité hommes TD80/90 et femmes TV80/90,
- Taux de turnover : - 35 ans = 20%, de 35 à 55 ans = 8%, + 55 ans = 0%,
- Taux d'actualisation : 0,77%,
- Revalorisation annuelle des salaires : 2%

Engagement de retraite pour les dirigeants

Néant.

Litiges

Aucune provision nouvelle n'a été constatée au cours du 1^{er} semestre 2020.

Impôts

Néant.

Note 7. Dettes financières

Emprunts et dettes Financières en milliers d'euros	31/12/2019	Nouveaux emprunts	Remboursements	30/06/2020	A -1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts à taux variable	-	-		-		
Emprunts à taux fixe	-	2 250	-	2 250		2 250
Comptes courants d'associés	45	17	-	62	62	-
Intérêts à payer	-	-	-			-
Total emprunts	45	2 267	-	2 312	62	2 250
Dividendes à payer						
Concours bancaires courants	10		10			
Total dettes financières	55	2 267	10	2 312	62	2 250
Passifs sur Contrats de Location	2 932	1 982	725	4 190	1 835	2 355

La société mère Barbara Bui SA est la seule société du Groupe à avoir souscrit des emprunts moyen terme auprès d'établissements de crédit, la seule devise utilisée étant l'euro. Il n'existe aucun emprunt en devise.

La société mère Barbara Bui SA a obtenu en Avril 2020 un Prêt Garanti par l'Etat de 2,250 M€.

Les garanties afférentes à ces emprunts sont principalement de type nantissement de droit au bail.

Les comptes courants d'associés ne sont pas productifs d'intérêts.

Note 8. Fournisseurs et autres dettes

Fournisseurs et autres dettes	Dettes sur clients (avances et acomptes)	Salaires et dettes sociales	Débiteurs divers	Produits constatés d'avance	Total autres dettes	Fournisseurs
Au 31/12/2019	320	396	250	-	965	2 952
Variations	-114	361	-145		103	72
Au 30/06/2020	206	757	105		1 068	3 024

Les avances clients correspondent à des acomptes versés sur les commandes de la saison Hiver 2020.

Les salaires et dettes sociales correspondent principalement aux échéances du mois de juin 2020 réglées en juillet 2020.

Note 9. Créances et dettes d'impôts courants

Impôts courants	Actif			Passif		
	Créances d'impôt société et CICE	Créances Fiscales hors IS	Total	Dettes d'impôts sociétés	Dettes fiscales hors IS	Total
Au 31/12/2019	74	344	418		250	250
Variations	-70	67	-3		-249	-249
Au 30/06/2020	4	411	415		1	1

Note 10. Capitaux propres

Au 30 juin 2020, le capital est constitué de 674 650 actions (674 650 actions aux 31 décembre 2017, 2018 et 2019), entièrement libérées, au nominal de 1,60 euros.

441 215 actions bénéficiaient au 30 juin 2020 d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de quatre ans.

Au 30 juin 2020, la valeur brute des actions Barbara Bui détenues en propre s'élevait à 80 K€ et le retraitement des plus ou moins-values sur les cessions effectuées sur l'exercice ont un impact non significatif sur les capitaux propres.

Selon la réglementation française, les dividendes sont prélevés sur le résultat de l'exercice et les réserves distribuables de la société mère, après déduction de l'impôt de distribution éventuellement dû et de la valeur des actions auto détenues. La société ne versera pas de dividende en 2020 au titre de l'exercice 2019.

Les autres dettes correspondent principalement à des charges à payer.

Note 11. Autres produits et charges opérationnels courants

Autres produits et charges opérationnels courants (en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Royalties et autres redevances	-60		473
CICE et Crédit d'impôt recherche			
Pertes et gains sur cessions d'actif			
Pertes et gains sur créances	205	65	-11
Litiges, procès et autres produits et charges	-		426
Remboursements sinistres et transfert de charges	-12		58
Divers		17	
Autres produits et charges opérationnels courants	133	82	946

Note 12. Autres produits et charges opérationnels

Autres produits et charges opérationnels (en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Dotations et reprises de provisions pour risque IS	-	-	-
Dotations et reprises en marge des activités courantes	-122	-895	-942
Litiges et procès en marge des activités courantes	-	-	-
Pertes et Gains sur cessions d'actif hors exploitation			1 246
Autres produits et charges opérationnels	-122	-895	304

Note 14. Charges d'impôts

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Impôts exigibles	-43	-38	-
Impôts différés		66	71
Autres Impôts (CVAE...)	-3	-17	15
Total	-46	11	86

Note 13. Résultat financier net

Résultat financier net en milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Produits de placement		1	
Intérêts d'emprunts	-37	50	-121
Coût de la dette financière nette	-37	51	-121
Escomptes obtenus	5	-22	37
Autres	-	-	-
Autres produits et charges financiers	5	-22	37
Différences de change	0	-58	152
Résultat financier net	-32	30	69

L'impact du change sur le résultat financier est lié à l'évolution du taux USD / EURO entre le 31/12/2019 et le 30/06/2020.

Note 15. Secteurs opérationnels

En ce qui concerne les actifs et passifs non affectés par secteur d'activité, il convient de se reporter aux remarques formulées dans les principes comptables au paragraphe secteurs opérationnels (IFRS 8).

Résultats sectoriels par activité

	30-juin-20			30-juin-19			31-déc-19		
	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total
Produits sectoriels	1 129	2 060	3 189	2 976	2 737	5 713	5 325	5 999	11 324
Résultat sectoriel	374	-1 988	-1 614	-826	427	-399	-220	394	174
Charges non affectées			-816			-991			-1 492
Résultat opérationnel courant			-2 430			-1 390			-1 318
Autres produits et charges opérationnels			-122			-895			304
Résultat opérationnel			-2 552			-2 285			-1 014
Résultat financier net			-32			20			68
Charges d'impôts			-46			36			86
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession			-2 630			-2 229			-860
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession						-2 229			
Résultat Net			-2 630						-860

Note 16. Produits des activités ordinaires par zones géographique

Chiffre d'affaires	30/06/2020	%	31/12/2019
France	2 097	66%	8 025
Europe hors France	515	16%	1 351
USA / Canada	224	7%	732
Pays de l'Est	282	9%	896
Asie / Pacifique	20	1%	42
Afrique / Moyen-Orient	51	1%	250
Autres	-		13
TOTAL	3 189	100%	11 309

Note 17. Etat du résultat global

A l'exception des résultats sur cessions de titres Barbara Bui qui ne font pas partie des éléments à présenter dans l'état du résultat global, aucun autre retraitement, à l'exception de l'impact de la variation des écarts de conversion, n'est affecté directement en capitaux propres.

Note 18. Engagements donnés et reçus

Engagements financiers (en milliers d'euros)	Au 30/06/2020	- 1 an	1 à 5 ans
Engagements donnés			
Effets escomptés sur l'exercice			
Cautions pour loyers			
Intérêts sur emprunts à payer			
Total			

Dettes garanties par des sûretés réelles (en milliers d'euros)	Dettes garanties	Montant des sûretés	VNC des biens
Emprunts	-	-	-
Etablissements de crédit			

Le seul emprunt au 30/06/2020 est le prêt garanti par l'état dont les conditions de durée et de taux seront connues définitivement d'ici à Avril 2021.

Note 19. Risques financiers

Risques de change

L'évolution du dollar par rapport à l'euro est un élément qui affecte la compétitivité du groupe sur le marché local américain et notamment en cas de baisse du dollar, le pouvoir d'achat de la clientèle américaine voyageant à l'international.

Néanmoins, l'exposition du groupe face aux variations de la devise américaine est relative du fait de la fermeture des boutiques en propre sur le sol américain, et donc, de l'inactivité des filiales américaines, en dehors de BBK Distribution. Les impacts de taux sont donc liés aux pertes passées, déjà financées par le groupe. Une augmentation de 10% de l'USD entraînerait une revalorisation des capitaux propres du groupe de 935 K€, à l'inverse une baisse 10% entraînerait cette fois une diminution des capitaux propres du groupe de 935 K€.

Aucune disposition particulière n'a été prise pour couvrir ce risque car les flux réels de transaction annuels sont faibles suite à la fermeture des boutiques en propre, et les politiques de couvertures engendreraient des coûts supérieurs aux économies attendues.

En milliers	USD
Passifs	-38
Actifs	406
Position nette avant gestion	368
Hors bilan	Néant
Position nette après gestion	368

Risques de taux

Le seul emprunt au 30/06/2020 est le Prêt Garanti par l'Etat dont les conditions de durée et de taux seront connues définitivement d'ici à Avril 2021. Cet emprunt étant à taux fixe, il ne présentera pas de risque de taux.

Risque actions

L'Assemblée Générale du 29 Juin 2018 a décidé de renouveler la mise en œuvre du programme de rachat d'actions pour une période de 18 mois. Cette autorisation expirera le 27 Décembre 2020.

Au 30 juin 2020, le Groupe détenait 14 771 actions valorisées à 5,40 € soit 80 K€, comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés.

Risque de liquidité

Le Groupe au 30 juin 2020 dispose d'une trésorerie nette des concours bancaires de 2 209 K€.

Pour financer son activité courante, le Groupe dispose de son cash-flow opérationnel, d'autorisations bancaires ainsi que des comptes courants d'actionnaires.

Compte tenu de sa position de trésorerie excédentaire, la société considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Note 20. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas, à la connaissance du Groupe, de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

Note 21. Entreprises liées

A notre connaissance, le groupe Barbara Bui n'a pas conclu de nouvelles transactions significatives avec des entreprises liées au cours du semestre 2020. La nature des transactions sur le premier semestre 2020 correspond aux conventions décrites dans les états financiers au 31 décembre 2019.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2020

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société **BARBARA BUI**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration le 29 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 29 septembre 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 29 septembre 2020
Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

Antoine GAYNO

5. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité

Paris, le 30 Septembre 2020

présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

William Halimi
Président Directeur Général